

Working Group V

Working document 4

Groupe de travail V « Compétences complémentaires »

Objet : **Note de réflexion de la Commission européenne sur "La délimitation des compétences : une question d'intensité de l'intervention"**

La délimitation des compétences :
une question d'intensité de l'intervention

Les actions adoptées par l'Union européenne dans l'accomplissement de ses missions se combinent de différentes manières avec les initiatives prises au niveau national. Dans les traités actuels, cette articulation entre différents niveaux d'autorité aboutit à un **cadre juridique complexe**, dont la lecture est rendue encore plus difficile par le fait que les modes d'intervention respectifs de l'Union européenne et des Etats membres varient considérablement selon les domaines, en fonction des situations spécifiques à régler.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent la **Déclaration n° 23 jointe à l'Acte final du Traité de Nice**, qui appelle à l'**établissement** et au **maintien d'une délimitation plus précise** des compétences entre l'Union européenne et les Etats membres, ainsi que la **Déclaration de Laeken**, qui demande la **clarification du système actuel**.

L'utilité d'une telle clarification, qui permet d'identifier les **responsabilités respectives**, paraît évidente à la fois pour des raisons de **transparence** et d'**efficacité**. Toutefois, il n'y a pas de 'formules magiques' de simplification : un certain **degré de complexité est inhérent** au système, qui ne peut que rester fondé sur l'articulation des pouvoirs entre les différents niveaux d'autorité. En d'autres termes, il n'est pas possible de procéder à une délimitation rigide, par blocs de matières, des champs d'intervention de l'Union européenne et des Etats membres.

Cela est dû notamment au fait que l'Union européenne est une construction *sui generis*, qui – à la différence des Etats – a été créée en vue d'atteindre des **objectifs déterminés**. Ainsi, ses pouvoirs d'action sont définis **principalement** en fonction de ses objectifs et non *ratione materiae*. Il en découle, par ailleurs, le caractère **dynamique** du système dans la perspective de la réalisation progressive desdits objectifs.

La présente note développe les observations contenues dans la communication de la Commission sur le projet pour l'Union européenne du 22 mai 2002 et propose de rationaliser et de clarifier l'exercice des compétences de l'Union à travers (a) la définition des principes fondamentaux du système et (b) l'élaboration d'une classification des différents types d'action de l'Union selon leur degré d'intensité.

* *

Les principes généraux du système

L'Union européenne ne peut pas agir en dehors de toute limite. En fait, elle n'intervient que si et dans la mesure où les traités le lui permettent (**principe d'attribution des compétences**). Ainsi, toutes les

actions de l'Union se fondent sur des dispositions de droit – les bases juridiques – qui normalement attribuent à l'Union la possibilité d'agir dans des domaines spécifiques et indiquent les objectifs particuliers, les procédures à suivre, ainsi que, le cas échéant, les instruments à utiliser, les types d'initiatives à adopter et les limites de l'action¹. En conséquence, toutes les compétences qui ne sont pas attribuées à l'Union restent du ressort des Etats membres, qui les exercent en conformité de leurs ordres juridiques internes. Certains plaident pour une énumération de ces **compétences exclusives des Etats membres**. Toutefois, le risque existe qu'une telle liste ne soit pas exhaustive (elle serait effectivement très difficile à établir), et qu'on créerait ainsi une 'zone grise' de domaines qui ne relèveraient d'aucune catégorie.

Les **principes de subsidiarité et de proportionnalité** constituent les principes régulateurs de l'exercice des compétences par l'Union européenne. Ces principes – qui sont explicitement inscrits dans le traité CE et font l'objet d'un Protocole d'application – traduisent en termes juridiques la notion de **valeur ajoutée** qui est à la base de toute action européenne. L'Union ne peut intervenir que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent être réalisés de manière suffisante au niveau national et, en raison de ses dimensions ou ses effets, sont mieux réalisés au niveau européen, sans que pour autant cette intervention n'excède ce qui est nécessaire pour atteindre lesdits objectifs. Le cadre général est complété par le **principe de la primauté du droit communautaire**, énoncé solennellement par la Cour de justice, selon lequel les mesures et dispositions prises par les Etats membres doivent respecter le droit communautaire et s'y conformer. Ce principe vaut pour les normes juridiques contraignantes adoptées par l'Union européenne dans l'exercice de ses compétences, mais également, *a fortiori*, pour les règles établies par les traités qui s'imposent directement aux Etats membres et parfois aux citoyens et aux entreprises (telles que l'interdiction de discrimination en raison de la nationalité, l'interdiction des droits de douane et des taxes d'effet équivalent, l'interdiction des mesures restrictives des libertés fondamentales de circulation, l'interdiction des aides d'Etat et des mesures et pratiques susceptibles de restreindre ou fausser la concurrence).

¹ Eu égard à la nature *sui generis* de l'Union européenne qui a été rappelée ci-dessus, une caractéristique du système est celle des bases juridiques "fonctionnelles", à savoir les dispositions qui confèrent à l'Union des pouvoirs d'action en vue de la réalisation d'objectifs déterminés, indépendamment du domaine dans lequel la mesure intervient. Les exemples les plus connus sont les articles 94 et 95 du traité CE pour la réalisation du marché intérieur et l'article 308 du traité CE pour la réalisation plus générale des objets de ce traité en l'absence de pouvoirs d'action spécifiques.

Il est proposé d'inscrire et de définir dans le traité les principes suivants :

- le **principe d'attribution des compétences** à l'Union européenne ;
- les **principes de subsidiarité et de proportionnalité** pour l'exercice des compétences de l'Union ;
- le **principe de la primauté** du droit communautaire.

* *

Les compétences de l'Union : l'insuffisance de la distinction entre compétences exclusives, partagées et complémentaires

Les traités ne prévoient **pas de catégories homogènes des compétences** de l'Union européenne. Au contraire, chaque base juridique établit un régime spécifique de compétence, et ces régimes peuvent être assez différents, même lorsqu'il s'agit de politiques ou actions similaires, sans que ces divergences ne reposent sur des critères systématiques. **Certains font une distinction** entre les compétences **exclusives** de l'Union, les compétences **partagées** entre l'Union et les Etats membres et les compétences de l'Union qui sont **complémentaires** de celles des Etats membres².

Dans cette catégorisation, lorsque l'Union se voit attribuer une compétence exclusive dans un domaine, il en résulte que les Etats membres ne peuvent plus y intervenir, même si l'Union n'a pas agi. Une action des Etats membres dans ces domaines est seulement possible sur habilitation ou (re-)délégation par l'Union. En revanche, lorsque l'Union dispose d'une compétence partagée (ou "concurrente" dans la terminologie constitutionnelle allemande) avec les Etats membres, ces derniers peuvent agir dans ce domaine aussi longtemps que l'Union n'a pas agi, et les Etats membres ne sont privés de cette compétence que dans la mesure où l'Union a agi. Enfin, par compétence complémentaire, on entend la situation où les règles de l'Union et celles des Etats membres peuvent coexister sans qu'une action de l'Union ne prive les Etats membres de leur capacité d'agir, notamment sur le plan législatif.

² Voir, par exemple, la note CONV 47/02 du secrétariat de la Convention, en matière de délimitation des compétences entre l'Union européenne et les Etats membres.

Bien que la disposition du traité relative à la subsidiarité (art. 5 CE) utilise la notion de "compétence exclusive"³, les traités n'indiquent pas dans quels domaines la compétence de l'Union est exclusive.

Il n'existe pas de liste incontestée des domaines de compétence exclusive de l'Union. Selon la jurisprudence de la Cour de justice, sont considérés comme des domaines de compétence exclusive notamment les relations commerciales externes et la protection des ressources biologiques marines⁴. Indépendamment de cette jurisprudence, on peut considérer que l'Union européenne dispose d'une compétence exclusive également pour ce qui concerne la politique monétaire dans la zone euro ainsi que la réglementation de l'union douanière. En tout cas, les domaines de compétence exclusive sont très peu nombreux⁵.

Par ailleurs, le caractère exclusif ne vise que la compétence pour adopter la **législation de base** : l'intervention des autorités nationales reste nécessaire, au moins pour assurer la mise en œuvre concrète des actes adoptés (par exemple, les services administratifs des douanes sont nationaux). S'agissant de deux autres catégories – compétences partagées et compétences complémentaires –, il s'agit d'une **distinction**, qui, d'une part, est parfois **difficile** à faire *in concreto* et, d'autre part, n'est **pas très utile en pratique**, puisque la réalité présente des situations fort variées, qui ne peuvent pas toujours être convenablement classées sur base de ces catégories plutôt théoriques. En outre, ces catégories ne sont pas toujours acceptées et il existe d'autres classifications⁶.

En réalité, dans la **large majorité des cas**, l'Union européenne et les autorités nationales **peuvent et souvent doivent agir ensemble**, puisque la réalisation efficace d'une politique déterminée exige l'apport de tous les niveaux d'autorité, européen, national, régional et local. Toutefois, cette interaction est sensiblement variable. Parfois, l'intensité de l'action de l'Union européenne est extrêmement élevée et laisse des marges exiguës à l'initiative nationale (par exemple, une législation qui s'applique de manière uniforme dans tous les Etats membres) ; parfois, cette intensité est très

³ pour indiquer les domaines dans lesquels le principe de subsidiarité n'est pas applicable, ce qui est logique puisqu'en principe toute intervention des Etats membres dans ces domaines est exclue.

⁴ La Cour de justice a également qualifié d'exclusive l'action de la Communauté européenne dans d'autres cas, par exemple l'activité de négociation internationale dans les secteurs où la Communauté a instauré des règles internes pour la mise en œuvre d'une politique commune prévue par le traité ou pour l'harmonisation totale des législations nationales. Dans ces cas, il ne s'agit pas d'une véritable compétence exclusive originaire, mais plutôt du phénomène de la préemption de la compétence nationale à l'occasion de l'exercice par la Communauté d'une compétence partagée.

⁵ Voir la note CONV 47/02 mentionnée ci-dessus.

⁶ Ainsi, la résolution du Parlement européen sur la délimitation des compétences entre l'Union européenne et les Etats membres (rapport Lamassoure) range dans la catégorie des compétences partagées également les domaines où l'Union n'intervient que de façon complémentaire.

réduite (par exemple, une action de coordination non-obligatoire des politiques nationales). De plus, on peut constater une semblable variabilité à l'intérieur d'un **même domaine** : ainsi, par exemple, dans la politique des transports où la Communauté a adopté selon les besoins des normes uniformes (par exemple, en matière de cabotage), des dispositions d'harmonisation minimale des législations nationales (par exemple en matière de conditions et contrôles de sécurité), ou encore des actions de simple soutien financier (par exemple, en matière d'innovation).

L'enjeu fondamental de la clarification recherchée est de permettre au citoyen européen d'avoir une **réponse à la question essentielle "qui fait quoi ?"** et de faire en sorte que chaque niveau d'autorité assume la responsabilité de ses actes. Or, l'opération consistant à ranger une politique déterminée dans la catégorie des compétences partagées ou des compétences complémentaires **ne permet pas** à elle seule **de donner la réponse à cette question** essentielle dans chaque cas spécifique, puisque l'action de l'Union dans le cadre de cette politique peut être assez différente d'un cas d'espèce à l'autre.

Par conséquent, la réalité démontre que la **distinction entre compétences exclusives, partagées et complémentaires ne permet pas** à elle seule **d'atteindre l'objectif de clarification recherchée**.

Dans la plupart des domaines aussi bien l'Union que, dans le respect du principe de primauté du droit communautaire, les Etats membres peuvent agir, et la nature ainsi que les modalités de leur interaction sont extrêmement variables.

* *

Clarifier l'exercice des compétences de l'Union sur base du degré d'intensité de l'action de l'Union

Il convient donc de développer une autre approche, plus conforme à la nature *sui generis* de l'Union européenne, et notamment de ses pouvoirs d'action.

A titre liminaire, il faut néanmoins rappeler deux aspects particuliers du système général de l'Union européenne qui ont une certaine influence sur la question de la répartition des compétences.

Dispositions des traités ayant un effet direct – En premier lieu, mention doit être faite des dispositions inscrites dans les traités qui, sans nécessairement attribuer des pouvoirs d'action spécifiques à l'Union européenne, encadrent et limitent pourtant les compétences des Etats membres, qui sont tenus de les respecter dans l'exercice de leurs pouvoirs d'action, même dans les domaines qui relèvent de leur compétence exclusive. Ces dispositions – par exemple celles mentionnées ci-dessus, relatives à l'interdiction de discrimination ou à la libre circulation dans le marché intérieur – peuvent être assimilées aux **normes fondamentales figurant dans un texte de nature constitutionnelle** ; en fait, il s'agit de règles qui confèrent des droits très importants aux citoyens et aux entreprises et

constituent les fondements mêmes de l'Union européenne.

Actions de contrôle – En second lieu, il faut garder à l'esprit que, d'une part, l'Union européenne est dotée des **pouvoirs nécessaires pour assurer le respect des principes et des règles** imposées par les traités et par les actes de droit dérivé, à travers l'action de la Commission, gardienne des traités, et de la Cour de justice, garante de l'intégrité de l'ordre juridique communautaire. D'autre part, des pouvoirs plus spécifiques et incisifs sont attribués par le droit primaire ou secondaire à la Commission dans certains domaines (notamment en matière de concurrence, antidumping, douanes). Cela étant précisé, il est proposé d'établir une **classification des compétences de l'Union européenne en fonction de l'intensité de l'action**. L'intensité d'une action de l'Union est mesurée par référence aux limitations que cette action impose sur la possibilité d'entreprendre des actions au niveau national dans le même domaine.

L'existence d'une telle classification dans le traité permettrait, lorsque cela est jugé nécessaire, de **définir pour certains domaines le degré d'intensité de l'action** de l'Union européenne. **Cela ne signifie pas pour autant que chaque action dans ces domaines devrait atteindre le niveau maximal**. En effet, l'exercice concret des compétences dans un domaine déterminé peut se traduire selon les besoins et en conformité des principes de subsidiarité et de proportionnalité par des mesures moins 'intensives' et même par l'absence de mesures communautaires. Dans chaque cas spécifique, les institutions de l'Union doivent **motiver l'intensité** de l'action choisie. L'étendue des pouvoirs d'action des autorités nationales (régionales, locales) serait, dans chaque cas d'espèce, inversement proportionnelle à celui de l'Union.

Il est possible de définir, en fonction de leur intensité, les modalités d'action de l'Union suivantes :

A) Actions législatives - Il s'agit des actions caractérisées par le fait que l'Union européenne dispose du pouvoir d'édicter des dispositions de nature législative qui régissent les relations entre l'Union et ses Etats membres ou ses partenaires internationaux, mais aussi parfois les relations avec et entre particuliers. Cette catégorie se décompose en **quatre sous-catégories** :

- *réglementation uniforme*, à savoir les dispositions qui s'appliquent directement et uniformément dans le territoire des Etats membres (par exemple : tarif douanier commun; titres de propriété intellectuelle et industrielle communautaires; organisations de marchés agricoles) ;
- *harmonisation*, à savoir les dispositions qui établissent les principes et règles essentiels au niveau européen, qui doivent être intégrés et précisés dans les législations nationales par les autorités compétentes (par exemple : la concrétisation du marché intérieur pour nombre de biens et services, les télécommunications, le droit des sociétés). Une harmonisation est partielle lorsqu'elle ne règle que certains aspects d'une matière; elle est optionnelle lorsque les Etats membres restent libres de s'y conformer ;

- *harmonisation minimale*, à savoir les dispositions qui fixent le cadre juridique minimal de référence, qui doit également être transposé dans les ordres juridiques nationaux ; les Etats membres restent libres d'édicter ou de maintenir des normes plus strictes (par exemple : santé et sécurité sur le lieu du travail; protection des intérêts économiques des consommateurs, protection des eaux et de l'air ambiant) ;
- *reconnaissance mutuelle*⁷ et '*interconnexion*' des ordres juridiques nationaux, à savoir les dispositions qui, sans exiger des modifications des législations nationales, mettent néanmoins en place des dispositifs juridiques qui obligent les autorités et les systèmes nationaux à interagir et à tenir compte des situations réglementées en conformité des législations des autres Etats membres (par exemple : reconnaissance mutuelle des diplômes; sécurité sociale des travailleurs migrants).

Outre l'adoption des mesures législatives, l'action de l'Union européenne peut également comprendre, si nécessaire et à condition qu'elle soit explicitement prévue par des normes de droit, l'adoption de **mesures d'exécution** des actes législatifs.

B) Actions non-législatives - Il s'agit des actions caractérisées par le fait l'Union européenne dispose du pouvoir d'adopter des mesures qui visent à faire converger, mettre en cohérence ou au moins soutenir les politiques des Etats membres vers des objectifs communs, sans que par ailleurs ces mesures aient vocation à régir les relations juridiques avec et entre particuliers. En ligne de principe, les Etats membres seuls disposent de la compétence législative pour les matières en question lorsque l'Union agit à travers ces mesures, **sauf dans les cas où l'adoption de normes législatives au niveau communautaire s'impose** (cf. point A ci-dessus). Cette catégorie s'articule, elle aussi, en **quatre sous-catégories** :

- *action commune*, à savoir les actes à caractère politique ou exécutif mis en œuvre directement par les institutions de l'Union européenne (par exemple : les missions de police dans les Balkans) ;
- *coordination des politiques nationales avec effet obligatoire*, à savoir les actes qui imposent aux Etats membres l'obligation de prendre des mesures pour se conformer aux objectifs indiqués ou qui les appellent au respect d'engagements pris précédemment (par exemple : les grandes orientations de politique économique) ;
- *programmes de soutien financier*, à savoir les actes qui fixent les conditions et les procédures d'octroi des financements communautaires, les catégories de bénéficiaires, les conditions et les modalités du contrôle des dépenses et finalement les modalités de gestion administrative de ces financements (par exemple : les fonds structurels, les programmes en matière d'éducation ou de santé);
- *coordination non-contraignante des politiques nationales*, à savoir les actes, tels que les recommandations, qui se limitent à promouvoir un effort commun des Etats membres vers des objectifs communs par le biais d'actes d'impulsion qui n'ont aucun caractère obligatoire (par exemple : en matière de lutte contre l'exclusion sociale).

⁷ Il convient de rappeler que la reconnaissance mutuelle est également un des principes du bon fonctionnement du marché intérieur, sur base duquel chaque Etat membre doit permettre, sauf exceptions justifiées, la libre circulation sur son territoire des biens et services produits dans un autre Etat membre, même en l'absence d'une législation communautaire spécifique.

—

Ainsi, **une clarification de l'exercice des compétences** entre l'Union et les Etats membres proviendra de **l'inscription dans les traités des définitions des différentes modalités d'action**, de **la possibilité de préciser pour certains domaines le degré d'intensité souhaitable** de l'action européenne, ainsi que de **l'obligation de motiver dans chaque cas spécifique** les raisons du choix d'un type d'action déterminée.

Une telle clarification peut être utilisée pour décrire dans les traités la situation actuelle. Cette méthode **permet également d'examiner si les traités prévoient bien pour toutes les politiques les pouvoirs d'action appropriés** ; un tel examen peut permettre dans certains domaines d'aller vers une action plus intense de l'Union et, dans d'autres, de réduire les possibilités d'intervention de l'Union.

L'article 308 CE

Certains ont demandé la suppression de **l'article 308 CE**, qui permet actuellement à la Communauté de prendre les mesures appropriées lorsqu'une action apparaît nécessaire pour réaliser un des objets de la Communauté, sans que le traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet.

A ce propos, il n'est pas inutile de rappeler que cette **disposition ne permet pas de créer des nouvelles compétences** pour l'Union, mais **seulement d'exercer des compétences implicites** ⁸. En outre, les actions jusqu'ici adoptées sur base de cet article **n'ont pas fait l'objet de contestations judiciaires** mettant en cause une violation de la répartition des compétences entre l'Union et les Etats membres ; au contraire, dans de nombreux cas, le recours à cette base juridique a été **unaniment apprécié** puisqu'il a permis de mettre en œuvre des initiatives considérées nécessaires ⁹. L'article 308 CE constitue donc un **moyen de flexibilité** qui assure la "respiration" du système **dans le respect du principe des compétences attribuées** à l'Union. Les inconvénients, en termes de **rigidité** et de **risque d'inaction**, qui découleraient de sa suppression sont tellement importants que son maintien s'impose. Cela n'exclut toutefois pas que l'on examine la procédure requise pour sa mise en œuvre afin notamment d'y introduire la codécision avec le Parlement européen lorsqu'il s'agit d'adopter des mesures de nature législative.

⁸ Voir l'avis 2/94 rendu par la Cour de justice le 28 mars 1996, au sujet de l'adhésion éventuelle de la Communauté à la Convention des droits de l'homme.

⁹ Par exemple, avant l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen les initiatives pour la protection de l'environnement ; plus récemment les programmes de soutien financier des pays de l'Europe centrale et orientale ou les actions en matière d'énergie.

Au demeurant, **le recours à l'article 308 CE, déjà assez limité** ces derniers temps, pourrait être **ultérieurement réduit** si les pouvoirs d'action nécessaires pour atteindre certains objectifs généraux inscrits dans les traités étaient clairement explicités dans des nouvelles bases juridiques, notamment pour ce qui concerne les politiques et autres initiatives prises par l'Union qui, comme l'énergie, sont fondées actuellement sur l'article 308 CE.

Finalement il convient de souligner que, si avant les modifications apportées par les traités de Maastricht et Amsterdam cette disposition était utilisée comme base juridique pour des actions de l'Union dans des domaines où cette dernière se limitait à compléter ou à appuyer les initiatives des Etats membres (domaines de compétences complémentaires), **tel n'est plus le cas aujourd'hui**. En fait, désormais, pour ces domaines les pouvoirs d'action sont attribués à l'Union de manière explicite à travers des bases juridiques spécifiques. De plus, ces pouvoirs d'action sont souvent assortis de limitations ultérieures : par exemple, le traité prévoit souvent l'interdiction d'adopter des mesures d'harmonisation des législations nationales. En revanche, à l'heure actuelle les institutions de l'Union ont recours à l'article 308 CE pour agir dans des **domaines qui ont trait à la réalisation du marché commun**, à savoir dans des domaines qui constituent un des noyaux durs de l'action de l'Union et qui relèvent normalement des compétences partagées avec les Etats membres¹⁰.

Il est proposé de :

- **préciser** à titre liminaire la portée des **dispositions des traités ayant effet direct** et des **actions de contrôle** de l'Union ;
- **définir** dans les traités **une typologie des modalités d'action** que l'Union peut entreprendre ;
- **fonder** cette typologie **sur la distinction** entre les **actions législatives**, les **actions non-législatives** et **leurs différentes modalités** ;
- **appliquer** cette typologie **dans les cas appropriés** pour décrire dans le Traité la situation actuelle ou pour apporter des changements à cette situation ;
- **prévoir une obligation de motivation** quant au choix de la modalité d'action, **dans chaque cas spécifique** ;
- **maintenir l'article 308 CE, tout en réduisant son utilisation** à travers l'explicitation, dans des **nouvelles bases juridiques**, des pouvoirs d'action et des modalités d'action nécessaires pour mettre en oeuvre les initiatives que l'Union actuellement mène en ayant recours à cette disposition.

¹⁰ A ce propos, on peut rappeler la note élaborée par la présidence portugaise à l'occasion de la conférence intergouvernementale de 2000 (celle qui a donné lieu au traité de Nice), qui explique que cette disposition constitue principalement le fondement pour des initiatives relatives à la création d'agences, à la coopération économique, financière et technique avec des Etats tiers, ainsi qu'au secteur de l'énergie (note CONFER 4711/00).

Contrôle de l'exercice des compétences – respect des principes de subsidiarité et proportionnalité

Lorsqu'une action pourrait être mieux conduite au niveau national ou excède ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs communs, elle ne doit pas être mise en oeuvre au niveau communautaire. Puisqu'une **répartition rigide** des compétences entre le niveau européen et le niveau national s'avère **inopérante**, des **procédures de contrôle spécifiques** doivent être mises en place pour **assurer le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité** dans l'exercice concret des compétences.

La décision sur la nécessité et sur l'intensité d'une action concrète de l'Union européenne est subordonnée à une appréciation de nature principalement politique. Il n'existe pas de paramètres précis qui peuvent encadrer *in concreto* de manière absolue et définitive une telle décision. La ligne de partage pour l'exercice des compétences entre l'Union et les Etats membres ne peut pas être déterminée de manière abstraite et rigide, mais demande une **appréciation au cas par cas**, avec application des principes de subsidiarité et de proportionnalité. Le Protocole sur l'application de ces principes, annexé au traité d'Amsterdam, le reconnaît expressément en soulignant le **caractère dynamique du concept de subsidiarité**.

Si l'on choisit, comme il est proposé dans cette note, de ne pas procéder à une répartition rigide des compétences entre l'Union et ses Etats membres mais de sauvegarder la dynamique de la construction européenne en précisant le degré d'intensité de l'action européenne, un **renforcement du dispositif visant au respect de la répartition des compétences**, et en particulier du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité, est nécessaire.

Cette question ne fait pas l'objet de cette note, puisqu'elle sera évoquée par les groupes de travail "subsidiarité" et "parlements nationaux".